

LA FABRIQUE
DES POLITIQUES
PUBLIQUES
D'ÉDUCATION,
CACOPHONIE
OU NOUVEAUX
PARADIGMES?

RÉSUMÉS DES ARTICLES



Revue trimestrielle
de l'Association française
des acteurs de l'éducation

Administration & Éducation

La fabrique des politiques publiques d'éducation, cacophonie ou nouveaux paradigmes ?

1



Coordination par Étienne BUTZBACH, Xavier PONS et Annie TOBATY

N°184 – 2024/4

À l'heure où l'instabilité ministérielle est particulièrement prononcée et où s'empilent les réformes incertaines au risque de l'épuisement professionnel, ce numéro de la revue Administration & Éducation propose d'entrer dans l'analyse détaillée de la fabrique des politiques d'éducation. Croisant les regards experts d'acteurs éducatifs et de chercheurs à différentes échelles (locales, nationales, européenne), il propose diverses mises en perspective de cette fabrique : quelles valeurs sous-tendent ces politiques publiques ? Quelles modalités de construction, depuis des concertations larges jusqu'au puzzle qui masque les objectifs visés ? Le numéro interroge aussi bien les coulisses de ces politiques (quels acteurs ?), que les effets de leur mise en scène publique. Il pointe aussi les projecteurs sur les effets de l'absence de cette fabrique dans certains cas (par exemple sur la formation continue des personnels), ou quand cette non-fabrique devient une fabrique qui ne dit pas son nom (en dissimulant la politique derrière un outil, par exemple Parcoursup), et favorise des processus de privatisation. Le numéro sera organisé en quatre parties : les logiques de fabrication, les échelles, les acteurs, et la non-fabrique ou la fabrique qui ne dit pas son nom.

RÉSUMÉS DES ARTICLES

Édito

Étienne BUTZBACH, Xavier PONS et Annie TOBATY

Partie 1 – Logiques

La place des valeurs dans la fabrique des politiques d'éducation

Bernard CHARLOT

Entretien avec Etienne BUTZBACH

Comment comprendre les logiques de fabrique des politiques publiques d'éducation sans prendre en compte les valeurs, les représentations du monde et donc les attentes qui sont au fondement des objectifs plus ou moins explicites de ces politiques? Nous avons sollicité Bernard Charlot, chercheur en sciences de l'éducation, qui aborde ces questions sous l'angle philosophico-anthropologique dans son livre « Éducation ou barbarie ».

Les politiques de puzzles éducatifs

Alain BOUVIER

Après avoir décrit les diverses manières d'élaborer une politique éducative, de façon explicite et politique, l'auteur montre, exemple à l'appui, comment Jean-Michel Blanquer et Gabriel Attal ont adopté une modalité de fabrique en puzzle, masquant le dessein politique, chaque pièce s'inscrivant dans une niche. Il montre aussi que plusieurs puzzles peuvent coexister, brouillant encore plus le paysage éducatif.

Ce texte se présente à la fois comme une analyse, et comme le récit d'un acteur en grande proximité avec nombre d'événements évoqués, dont il a souvent été un acteur de premier niveau.

La mixité sociale : une politique publique non assumée

Etienne BUTZBACH, Choukri BEN AYED

Après avoir montré l'émergence tardive du problème de l'absence de mixité sociale à l'école, en France, les auteurs décortiquent l'article y faisant référence dans la loi de « refondation de l'école de la République » de 2013. Leur analyse montre que cet article est ambivalent, incomplet et n'a pu donner lieu à des « expérimentations locales » sans essaimage national. Cependant, loin de tout pessimisme, ces initiatives locales esquissent ce que pourrait être une véritable politique publique de mixité sociale à large diffusion sur tout le territoire national.

Partie 2 – Échelles

Éducation : quelle place à l'action de l'Union européenne ?

Nathalie NIKITENKO, Patricia JANISSIN

Cet article se propose d'expliquer comment l'Union européenne intervient pour constituer progressivement un espace européen de l'éducation, par quels moyens et outils : définition d'objectifs, d'indicateurs, mais aussi outils de gouvernance à travers des groupes de travail et des séquences d'apprentissage entre pairs, instances de dialogues interétats et interacteurs.

Définir des politiques dérogatoires dans les territoires : l'exemple des cités éducatives

Richard MERRA

À travers l'exemple de la création des cités éducatives et singulièrement celle de Gennevilliers, Richard Merra explique la difficulté à construire une politique systémique territorialisée dans un paysage encore largement jacobin et dans un cadre dérogatoire. Il montre comment sont nés les dispositifs dérogatoires au droit commun, leurs logiques et limites, la rupture difficile à mettre en œuvre que constitue la création de la démarche « cité éducative », les obstacles aussi que celle de Gennevilliers a su dépasser.

Réforme des rythmes scolaires : les mésaventures d'une politique publique éducative

Damien BERTHILLIER

L'article de Damien Berthillier montre, à travers l'exemple de la réforme des rythmes scolaires, les difficultés d'une fabrique de politique éducative de type communautaire du fait de l'irruption de nouveaux acteurs : groupes de pression, média, petites communes etc., mais aussi des effets de la fast-politique.

Partie 3 – Acteurs

Le Parlement et les politiques d'éducation en France : une « impuissance bavarde » ?

Xavier PONS

À partir de recherches récentes et de données publiques, cet article interroge la pertinence, dans le cas de l'éducation en France, d'une thèse classique en science politique concluant à l'impuissance bavarde des parlements. Il montre que cette thèse a de sérieux fondements empiriques, tant historiques que statistiques ou sociologiques, mais aussi qu'elle peut faire écran à une compréhension plus fine du rôle véritable du Parlement, qui est moins de peser directement sur la décision que de constituer une arène dans laquelle les professionnels de la politique peuvent stabiliser leurs argumentaires sur les politiques d'éducation.

Réformer l'école par la concertation ? Heurs et malheurs de trois expériences récentes Pierre CLÉMENT

Pierre Clément étudie dans cet article une modalité d'élaboration de politique publique d'éducation centrée sur le recours à une large concertation, basée sur trois exemples : ceux de la commission Thélot (2005), de la refondation (2013), du Grenelle de l'éducation (2019). Ces trois exemples illustrent le passage à la décommunautarisation de la fabrique des politiques publiques et ont eu des conséquences plus ou moins importantes sur l'élaboration in fine de ces politiques.

Encadré : La fabrique des communs pédagogique : une fabrique citoyenne de politiques éducatives

Etienne BUTZBACH

Cet article est issu d'entretiens menés par Étienne Butzbach avec trois acteurs très engagés dans la création de la Fabrique des communs pédagogiques (FabPéda). Il nous a semblé que cette expérience était porteuse d'enseignement sur les nouvelles façons de contribuer à la fabrique de politiques publiques éducatives.

Jeunesse et cyberviolences : une lecture médiatique inflationniste déraisonnable Benjamin MOIGNARD

Benjamin Moignard, dans cet article analyse, à partir d'une expérience personnelle de publicisation d'une recherche portant sur la cyberviolence sexuelle et sexiste, illustre la façon dont le traitement médiatique influe sur la définition de politiques publiques : l'écueil étant de centrer l'action publique sur les aspects les plus spectaculaires et médiatisés des phénomènes de violence et ce indépendamment des résultats de la recherche ou de l'évaluation.

Partie 4 – La non-fabrique ou la fabrique qui ne dit pas son nom

L'institutionnalisation du travail collectif des enseignants du second degré : des orientations ministérielles paradoxales

Christophe DELAVERGNE

Christophe Delavergne montre les limites d'une politique faite d'injonctions et de prescriptions de développement du travail collectif des enseignants. Sans lieux, sans temps, sans obligations réglementaires ou statutaires réelles, sans continuité, mais surtout sans sens partagé, cette politique ne peut réussir à développer un travail collectif systémique embrassant l'ensemble d'un établissement.

L'accroissement de la privatisation de l'éducation, conséquence de la faiblesse des politiques publiques

Thibaut LAUWERIER

L'article explore les diverses formes que prend la privatisation de l'enseignement supérieur en France : développement de l'offre, mais aussi délégations de certaines missions au secteur privé, partenariats public-privé, adaptation au marché de l'éducation, etc. Le tout sur fond de désengagement de l'État et de domination de l'idéologie néolibérale.

5

La formation continue des enseignants, un impensé des politiques publiques d'éducation en France

Patrick PICARD, Régis GUYON

Dans cet article, les auteurs démontrent l'inefficacité et les limites des actions de formation continue, liée à la complexité bureaucratique du système de formation, à la multiplication des niveaux de pilotage et opérateurs, mais aussi à l'inexistence d'espaces d'interface entre pilotes, acteurs, professionnels de terrain. Chemin faisant, ils définissent aussi ce que pourrait être une politique publique cohérente de formation continue qui permette aux personnels d'agir en milieu complexe.

Notes de lecture

Laïcité scolaire. La loi de 2004 vingt ans après

Anne-Claire Husser, Philippe Martin et Yves Verneuil (dir.)

(note de Bernard TOULEMONDE)

(note d'Alain BOISSINOT)

Pensées sur l'éducation

Alain Bouvier

(note de Jean-Marie de KETELE)

Le rôle pédagogique du chef d'établissement. Agir en collectif

François Albaret

(note d'Alain BOISSINOT)

La construction de la décision en éducation

Frédérique Weixler et Bertrand Sécher

(note d'Annie TOBATY)

L'Étrange Affaire des mal-savoirs

Roger-François Gauthier

(note d'Alain BOISSINOT)